

Rapport Mensuel

Du 1^{er} au 30 avril 2024

Soutenir les communautés déplacées

Coordination et Gestion des Sites



Chiffres clés

Planification HRP 2024



761 502

Personnes dans le besoin



487 361

Personnes ciblées



29 242 585\$

Budget requis



Budget disponible

Population actuelle

%→1 033 413

Personnes déplacées vivant dans les sites et centres collectifs

Sites et Centres collectifs gérés et suivis par le CCCM



Personnes déplacées vivant dans les villages d'accueil suivi par le CCCM Villages d'accueil couverts par le CCCM en modalité Mobile

10

%→ 1 123 899

Personnes déplacées vivant dans les sites, centres collectifs et quelques villages d'accueil gérés par le CCCM

Personnes atteintes au 30 avril 2024

212 852

Personnes atteintes par les activités du CCCM courant avril 2024 Cumul des personnes atteintes par les activités du CCCM au 31 Mars 2024

283 384

Enfants

52%

94 954 103 856

Enfants Adultes 45% 49%

14 042 Personnes vivant avec Handicap
7% 0,1%

5% 1%245 539 294 258

228 848

42%

Personnes vivant

avec Handicap

Adultes

3 5 088

93 350 117 502 245 Hommes Femmes Ho 45% 55% 4

Contexte opérationnel

Les crises récurrentes qui se produisent dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) depuis plusieurs décennies sont préoccupantes. Actuellement, les forces gouvernementales congolaises sont dans une lutte qui s'accentue contre le groupe armé M23 dans le Nord Kivu; le Sud Kivu est confronté à une situation collatérale à la crise du M23 en plus des conflits armés internes propres à cette province; les conflits intercommunautaires continuent de sévir dans le Tanganyika alors qu'en Ituri les agressions des groupes ADF, CODECO, ZAÏRE ont des traces indélébiles malgré l'accalmie qui s'observe ces derniers temps. Ces situations qui contribuent aux déplacements forcés et massifs de populations, aggravent aussi les vulnérabilités déjà présentes dans ces provinces qui sont confrontées à des besoins humanitaires sévères et persistants. Il s'observe la création de nouveaux sites, les extensions d'anciens sites, ainsi que la prolifération des nouveaux centres collectifs accompagnée d'une augmentation exponentielle de la démographie dans ces installations collectives. Cette situation met en difficulté les acteurs du secteur CCCM qui ne disposent pas d'assez des ressources pour répondre à une demande croissante en matière de coordination et de gestion de ces installations collectives ainsi que l'encadrement des assistances multisectorielles.

Le mois d'avril 2024 a été marqué par les actes de violation du caractère civil et humanitaire des sites, en particulier au Nord Kivu, dans les sites situés dans la périphérie de la ville de Goma, des actes ayant débouché à 35 incidents sur des atteintes aux droits de l'homme. Des cas similaires, qui sont en cours d'études et documentation, ont été signalés dans le Sud Kivu, en Ituri et dans le Tanganyika.



Rapport Mensuel

Du 1^{er} au 30 avril 2024 Soutenir les communautés déplacées

en sites

Aperçu de la réponse au mois d'avril 2024

NORD KIVU %→703 018 Personnes vivant en sites et centres collectifs 165 077



TANGANYIKA

en sites



SUD KIVU



- Installation par AIDES de 1 450 ménages nouvellement arrivés à Lushagala (Extension):
- · Plaidover mené suite aux incidents sécuritaires liés à la violation du caractère civil et humanitaire des
- Installation de 80 lampadaires dans le site de Lushagala et extension;
- Formation sur le Droit International Humanitaire et le caractère civil et humanitaire en faveur de 35 participants (Membres du cluster, autorités civiles et militaires)
- Formation sur la protection transversale ensemble avec le cluster protection et le Réseau PSEA en faveur de 30 participants.

- Réunion préparatoire organisée pour la mission du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme
- Mission d'appui du 12 au 18 avril de I'IM national CCCM et formation de 11 gestionnaires et administrateurs visant à renforcer la qualité des informations et la récolte des
- Relocalisation de 401 Ménages des sites de Tsére, Bembey et Mbala par ADSSE avec l'appui financier et technique du UNHCR
- Identification et démolition des abris fantômes dans 3 sites dont 133 à Bembey, 199 à Mbala et 69 à Tsére.
- Evaluation Multisectorielle dans 15 villages en collaboration avec le GT LTP, le PNUD et d'autres partenaires d'identifier les prioritaires et les problématiques LTP. 865 ménages touchés.
- Formation CCCM du 17 au 18 avril 2024 pour 8 participants
- Formation 24 au 25 avril 2024 sur et caractère humanitaires des sites pour 30 participants dont 10 femmes
- Sensibilisation de 790 PDIs dont 510 femmes sur le guide VBG;
- Formation CCCM de 84 membres des comités des sites Kabyanga de Kongolo
- Profilage dans 7 sites et centres collectifs de Minova (Kitembo, Katalaga, Muchibwe, Bugeri, EP EP Shanga et Institut Kitalaga, Bigilimani). 4517 ménages touchés
- · Activités de gestion dans 13 sites de l'axe Minova:
- Réunion à Bukavu sur la stratégie provinciale et un atelier sur les outils de rapportage
- à niveau directeurs des 12 sites sur leurs rôles et responsabilités à la suite des menaces d'éviction dans les sites Kitalaga et Institut Bigilimani.

Légende

XXXX: Nombre des personnes atteintes au mois de mars 2024. XXXX: Nombre des personnes atteintes du 1er janvier au 31 mars 2024. ADSSE: Association pour le Développement Social et la Sauvegarde de l'Environnement; CCCM: Camp Coordination and Camp Management; EP: Ecole Primaire; GT LTP: Groupe de Travail Logement, Terre et Propriété; PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement; PDIs: Personnes Déplacées Internes; UNHCR: United nations High Commissioner for Refugees; VGB: Violences Basées sur les Genres :



Le cluster CCCM couvre prioritairement 4 provinces à savoir le Nord Kivu, l'Ituri, le Sud Kivu et le Tanganyika touchées par la problématique des déplacements de populations avec des besoins humanitaires énormes et insuffisamment couverts. Pour apporter la réponse, un certain nombre d'acteurs se sont positionnés avec diverses capacités et modalités d'intervention en fonction de leurs ressources et moyens souvent limités. Le HCR assure la coordination du cluster et l'OIM la Co-coordination. La CNR et la DIVAH, deux organes techniques du gouvernement de la RDC assurent l'administration suivant une répartition concertée des zones de responsabilité. AIDES, ACTED, CARITAS assurent la gestion des sites (un appui en gestion des sites est assuré par l'OIM dans le Tanganyika). GIZ, NRC, RADPI, AIBEF, ARPS sont des membres contributeurs.

ACTED: Agence d'Aide a la Cooperation Technique et au Développement; AIBEF : Appui aux Initiatives de Bien Être Familiale; AIDES : Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social; ARPS: Àctions pour la Réhabilitation et la Promotion Sociale; CNR : Commission Nationale pour les Réfugiés; DIVAH : Division des Affaires Humanitaires; HCR : Haut-Commissariat pour les Réfugiés; RADPI : Réseau d'Action pour le Développement et Progrès Intégrés; OIM : Organisation Internationale de la Migration.

Contraintes et défis opérationnels

de la population autochtone et les déplacés. Problématique de la coordination de l'aide humanitaire.

	Défis opérationnels	Contraintes opérationnelles
NORD KIVU	 □ La proximité des positions militaires et la fréquentation des hommes en armes dans les sites. □ Le déploiement unilatéral et non concerté de certains acteurs humanitaires dans les sites nouvellement créés. □ Les mouvements des populations entre les sites et la prolifération des petits sites non autorisés ni officiels qui rendent difficile le suivi de la coordination et la répartition de l'aide. 	 Des gaps sectoriels persistants en Articles Ménagers Essentiels (AME); Abris; Santé; Eau, Hygiène et Assainissement (WASH); Sécurité alimentaire; Energie (Bois de chauffe). Besoin de la mise en place de mesures de protection dans les sites comme la continuité des efforts d'électrification. Besoin urgent des latrines et douches dans tous les sites. Besoins en abris d'urgence ou kit abris légers pour le renouvellement des abris dans les sites aménagés (Bushagara et Rusayu 2).
SUD KIVU	☐ L'inaccessibilité physique de la zone de Minova, abritant l'essentiel des sites des déplacés, par suite d'une menace d'envahissement du territoire de Kahele par le groupe armé M23 qui serait signalée sur les collines surplombants la cité de Minova. ☐ Militarisation accrue de la zone de Minova par les éléments FARDC et VDP (Wazalendo), ce qui cause une psychose au sein	 Mouvements continus des ménages en provenance des zones des combats du Nord Kivu vers les villages Nyabibwe, Kalungu, Mukwidja, Makengere, Kinyezire, etc. Insuffisance de l'aide humanitaire.





Rapport Mensuel

Du 1^{er} au 30 avril 2024 Soutenir les communautés déplacées

	Defis operationnels	Contraintes operationnelles
20	☐ Accès physique difficile dans certaines zones abritant les sites de déplacés internes comme Aungba du fait de contexte sécuritaire tendu.	
		D Disciplation and the description of the descripti

TANGANYIKA

Difficultés d'accès physiques à plusieurs sites dont les 2 sites de Kisengo à Nyunzu(Betania et Hembe saba), le site Kikumbe de Kalemie, de Kabyanga, Mwempa, et Kaseya.

- ☐ Diminution sensible des assistances dans les sites. Les secteurs santé, sécurité alimentaire, abris et Wash sont les moins servis.
- ☐ Les sites autour de Kalemie, continuent à enregistrer de cas de décès d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes liés à la malnutrition.
- □ Difficultés de fermeture des sites et la mise en œuvre des solutions durables.





Kivu

Aménagement des nouveaux logements des déplacés dans le site de Lushagala Extension au Nord Kivu © CLUSTER CCCM RDC AVRIL 2024

Construction d'une fosse septique dans le site de Lushagala Extension au Nord Kivu

Partenaires ayant contribué à ce rapport (6)















Contacts

Vanessa Zola, zola@unhcr.org CCCM Cluster Coordination Officer (+) 243 814 404 285

Lassana Badio, <u>Ibadio@iom.int</u> CCCM Cluster Coordination Officer (+) 243 834 307 333 Tiann Nkawa, nkawa@unhcr.org Ass. Information Management Officer (+) 243 825 089 922

Heritier Mpamu, hmpamu@iom.int Information Management Associate (+) 243 819 513 128





